

Tétanisée par le populisme, l'Europe échoue sur la question migratoire

Pendant une semaine, L'Écho dresse le bilan des institutions européennes. Deuxième volet ce mardi avec la politique de l'Europe en matière de migrations. Le nombre d'arrivants s'est nettement tassé depuis le pic de 2015, mais force est de constater que la politique européenne d'accueil des réfugiés est l'échec le plus cuisant de cette législature.

Incapable de s'unir et de dépasser une phobie des migrants amplifiée par les partis populistes, l'Europe n'a pu répondre à la question migratoire. Le bilan de ces cinq années de législature est un désastre.

VINCENT GEORIS

Plus de 17.000 migrants noyés en mer en 5 ans. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants refoulés aux frontières, renvoyés en Libye et en Turquie, parqués dans des camps sur les îles grecques et italiennes. Quelques dizaines de milliers, à peine, relocalisés dans une poignée de pays européens. Une réforme du droit d'asile au point mort. La politique migratoire européenne est l'échec le plus cuisant de cette législature.

En temps normal, entre 150.000 et 200.000 migrants arrivent chaque année dans l'Union européenne, le plus souvent par les Balkans et la mer Méditerranée en provenance d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie centrale. Cela représente un migrant pour environ 2.000 Européens. Un flux gérable, voire insuffisant si l'on veut répondre au vieillissement de la population.

En 2015, une crise migratoire se déclare avec un pic de 1,032 million d'arrivées, contre 225.455 en 2014. Elle a pour origine le déplacement de Syriens poussés par la guerre civile, les atrocités du régime de Bachar el-Assad et les massacres perpétrés par le groupe État islamique. 800.000 d'entre eux sont accueillis en Allemagne, sur décision de la chancelière Angela Merkel, pour des raisons humanitaires et économiques.

Une crise passagère, vendue et revendue par les populistes

Cette crise fut historique mais brève (voir infographie). Les arrivées mensuelles sont revenues à un niveau habituel mi-2016 et ont continué à baisser. Le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies a dénombré 141.472 entrées en 2018.

La crise s'est dégonflée. Mais le climat anxigène, amplifié par les partis populistes, n'est pas retombé. La N-VA en Belgique, la Ligue en Italie continuent, aujourd'hui, à donner l'illusion d'un état d'urgence.

Les attentats du groupe État islamique perpétrés sur le sol européen et la confusion entretenue entre migrants et terroristes, ont marqué les esprits. La communication de crise de l'Union européenne, un

langage sécuritaire et technocrate, a participé au désastre. À cela s'ajoute la crise interne du PPE (démocrates chrétiens), la première famille politique européenne, tentée de s'accrocher au maillot de l'extrême droite pour ne pas être dépassée. Viktor Orban et le chancelier autrichien Sebastian Kurz, associé au parti d'extrême droite

FPÖ, ont fait de la peur des migrants leur fonds de commerce.

Manque d'ambition politique

Début 2015, face aux arrivées croissantes concentrées en Grèce et en Italie, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, comiqué par son chef de cabinet Martin Selmayr, propose de relocaliser 40.000 demandeurs d'asile entre les 28 pays de l'UE. Les anciens pays de l'Est, Hongrie en tête, refusent de participer. Durant cette période, plusieurs pays suspendent, ou menacent de suspendre, l'application des accords de Schengen.

En septembre 2015, l'UE ferme brutalement la route des Balkans. Des milliers de migrants sont bloqués en Grèce dans des conditions insalubres, dans le camp d'Idomeni notamment, où 15.000 migrants sont laissés à leur sort ou soumis aux exactions des gardes macédoniens lorsqu'ils veulent passer la frontière. Cette image d'être abandonnés, en guenilles, leur colle à la peau, alimentant les peurs des Européens. «La déshérence dans l'espace public à laquelle sont abandonnés les réfugiés est la cause principale de l'hostilité populaire à l'encontre des mouvements migratoires», estime le chef de file des libéraux européens, Guy Verhofstadt.

Le Conseil européen adopte dans la foulée un plan de répartition de 120.000 réfugiés, mais il n'aura pas de caractère obligatoire, les pays de l'Est s'y opposant.

Le 8 mars 2016, l'UE conclut avec la Turquie un accord pour empêcher le franchissement de la mer Égée, contre 6 milliards d'euros versés au régime d'Erdogan. Cet accord et l'apaisement du conflit syrien calment l'hémorragie, mais l'Europe s'humilie en sous-traitant la gestion de la crise. Les flux migratoires se déplacent en partie vers l'ouest, entre la Libye, l'Italie et l'Espagne. Les noyades, l'esclavage dans lequel les migrants se retrouvent en Libye, ne semblent guère émouvoir l'Europe.

Dans son discours sur l'état de l'Union de 2015, Jean-Claude Juncker proposait avec volonté une nouvelle politique

migratoire pour l'UE, dont une relocalisation permanente, le renforcement de Frontex, la réforme du règlement de Dublin. Ici encore, les pays de l'Est ont freiné. Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (La Ligue), s'est employé à saper le peu d'unité restant au Conseil européen. En bout de course, l'UE parvint seulement à adopter le volet sécuritaire, renforcer Frontex. Quant au plan de relocalisation, c'est un échec.

L'onde de choc se propage

À vingt jours des élections, l'onde de choc

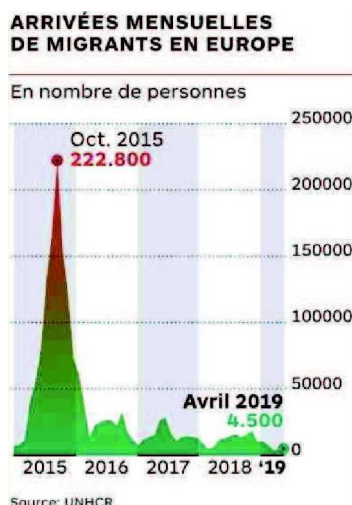
de la crise migratoire continue à se propager. En Belgique, la question a été récupérée par la N-VA, et le Vlaams Belang, pour parasiter le champ politique et affaiblir l'État fédéral en provoquant, à cinq mois des élections, la chute du gouvernement Michel sur le pacte de Marrakech.

L'extrême droite a fini par revenir au pouvoir en Autriche, en Bulgarie et en Italie en tablant sur la peur des migrants. Avec Vox en Espagne, La Ligue en Italie, Aube Dorée en Grèce, l'AFD en Allemagne, ses élus fleurissent à nouveau dans les parlements. En France, le Rassemblement national arrive en tête des sondages. En Italie, Matteo Salvini a réussi à réduire les sauvetages en mer, provoquant une hausse des noyades. Pour n'avoir su réformer sa politique migratoire, l'Europe est menacée de paralysie. On peine à imaginer le désastre lors de la prochaine législature quand les pays dirigés par l'extrême droite présenteront leurs candidats commissaires européens.

La crise migratoire a accéléré dès juin 2016 une autre crise, celle du Brexit, une majorité de Britanniques ayant décidé de quitter l'UE afin de fermer leurs frontières aux travailleurs d'Europe de l'Est. La question du Brexit, jusqu'ici bien gérée par l'Union européenne, sera omniprésente lors des élections de mai. Comme celle de la crise migratoire, mal gérée et mal comprise.

«La déshérence dans l'espace public à laquelle sont abandonnés les réfugiés est la cause principale de l'hostilité populaire à l'encontre des mouvements migratoires.»

GUY VERHOFSTADT
PRÉSIDENT DES LIBÉRAUX



Emmanuel Macron au chevet des élections européennes

Le parti de la République en marche semble pris en tenaille entre la droite classique et la droite extrême.

PHILIPPE BONNET
À PARIS

Le locataire de l'Élysée n'a plus une minute à lui. À peine sorti et tant bien que mal du grand débat censé mettre à terme à la crise des gilets jaunes, le président français va devoir à nouveau se retrousser les manches afin de sauver les meubles du scrutin européen. Car les tendances ne sont pas bonnes. La liste de sa majorité, emmenée Nathalie

Loiseau, est à la peine. Selon un sondage en date du 3 mai, elle est devancée par celle du Rassemblement national. Laquelle dispose en outre du meilleur score de «sûreté de choix» à 81%. Les chiffres de l'IFOP

montrent en outre que la droite classique (Les Républicains) renaît de ses cendres à près de 15% des intentions de vote. Une tenaille qu'Emmanuel Macron va tenter de desserrer en jouant sur la corde quelque peu usée de la dramatisation face à l'extrême droite.

La marge de manœuvre du chef de l'État et de son gouvernement réside également dans la poche des abstentionnistes. Ils ne sont, selon l'IFOP, que 40% à vouloir voter contre 44% en 2014. Or, non seulement l'abstention monte, mais à l'inverse, ceux qui ont l'intention d'aller voter le feraient avec un objectif national et non européen, ce qui pourrait se traduire par une volonté de sanction. La cote de l'exécutif navigue en effet en basses eaux depuis l'été dernier et ce sera le 26 mai, après deux ans de mandat, la première fois que les Français au-

ront l'occasion de se prononcer sur leur nouvelle gouvernance.

Mouiller la chemise

Le danger est d'autant plus tangible que dans la trentaine de listes en

liste figurent trois courants estampillés gilets jaunes. Ils ne seraient qu'à 2% en apparence mais le chiffre peut contribuer à un écart qui mettrait à l'arrivée, la République en marche en deuxième position.

Dans cette perspective, même en avec un faible écart, Emmanuel Macron ne pourra pas faire comme si de rien n'était. En mouillant la chemise, il prend un risque personnel. Il n'a guère le choix et a d'ailleurs reproché à son gouvernement un certain manque d'entrain afin de relayer dans l'opinion les réformes et les nouvelles perspectives du pays qu'il a énoncées lors d'une confé-

rence de presse récente. Sur, ce

lundi, l'ancien ministre et patron des maires de France François Baroin (LR), a d'ailleurs mis le doigt là où ça fait mal en évoquant à l'égard du président une «impression de solitude assez impressionnante».

De fait l'hypothèse d'un remaniement est déjà sur toutes les lèvres, émise dans maints médias. Le scrutin européen, de par ses résultats, ne sera pas anodin, assurait une source élyséenne dans le journal Le Monde. Naturellement, Emmanuel Macron préférerait être conforté en déjouant les sondages. D'où son implication qui vise à redonner des forces et des couleurs à son propre camp.

L'hypothèse d'un remaniement est déjà sur toutes les lèvres.